

Crise mondiale : pas d'issue sans changement de structures

Yves Dimicoli

Comme en 1981-83, puis en 1991-93 l'économie mondiale connaît à nouveau une crise conjoncturelle. Celle-ci est cependant plus grave que les précédentes. Dans les années quatre-vingt-dix, en effet, les technologies de l'information et de la communication avaient à ce point offert un espace pour la croissance que certains proclamaient l'avènement d'une « nouvelle économie ». Désormais ce sont ces technologies qui sont frappées de plein fouet rappelant à qui l'avait oublié combien elles ne peuvent suffire, en elles-mêmes, pour sortir de la crise systémique.

De plus, aujourd'hui, ce sont les pays les plus riches, Etats-Unis en tête, qui sont au cœur des turbulences.

Le choc des attentats du 11 septembre ne change rien à la nature des tendances fondamentales qui leur étaient antérieures. Mais il amplifie les difficultés et rend encore plus nécessaires et urgentes des interventions.

On entend souvent dire que c'est dans la demande de consommation personnelle des ménages, aux Etats-Unis et dans les pays les plus riches, que résident les clés d'une sortie des difficultés. C'est même au nom de cela qu'on multiplie les baisses d'impôts (1) dont les contribuables les plus nantis seront les principaux bénéficiaires, tandis que souffriront un peu plus les services publics dont les couches populaires ont le plus grand besoin.

C'est une énorme erreur de vision globale, car, en réalité, le problème est mondial. Il devient extrêmement urgent, en effet, de répondre aux besoins exaspérés de développement de toutes les populations du monde au lieu de se cantonner aux exigences de sécurité matérielle et financière



Une fois de plus l'OMC est passée à côté de l'urgence de réponses aux besoins exaspérés de développement de toutes les populations du monde.

des minorités possédantes de la planète. La solution aux difficultés doit concerner le monde entier.

On entend encore certains – et c'est souvent les mêmes – assurer qu'après le « dégonflement de la bulle financière » l'économie réelle va pouvoir repartir.

Mais c'est ignorer délibérément que la suraccumulation que l'on voit aujourd'hui exploser est aussi réelle, et pas seulement financière. C'est donc aussi sur le réel que va buter le redémarrage de l'économie mondiale : insuffisance relative de la demande globale, mais aussi problèmes de productivité engendrés par les capacités insuffisamment développées des populations (emploi, formation, santé...).

Enfin, les mêmes prétendent que les

mesures prises par les gouvernements et banques centrales, dans la foulée du couple Bush-Greenspan, vont permettre de sortir rapidement du marasme. C'est même ce qui fait maintenir par Lionel Jospin et Laurent Fabius les hypothèses absolument irréalistes associées au projet de budget pour 2002.

Mais, en réalité, ces mesures risquent d'être particulièrement contre-productives.

Mesures contre-productives

Par exemple, la baisse du prix du pétrole (2) est-elle une bonne nouvelle ? Elle va entretenir en fait la pression sur la demande des pays producteurs, surtout ceux qui sont le plus peuplés. Et elle va, dans les pays développés, favoriser un accroisse-

ment des profits des grandes entreprises vite replacés sur le marché financier. Quant aux millions de salariés automobilistes de ces pays, ils n'en voient pas franchement la couleur, l'essentiel étant capté par des fiscalités d'Etat exubérantes.

Et la baisse des taux d'intérêt alors ? Elle est faite sans aucune sélectivité. Elle va donc pousser les placements financiers, comme à la fin des années quatre-vingt-dix (3).

Aux Etats-Unis même les baisses de taux d'intérêt de la Réserve fédérale se succèdent uniformément : dix depuis le début de l'année 2001 pour un recul total de 450 points de base (l'objectif sur les fonds fédéraux a été porté à 2% seulement). Cette agressivité sans précédent, ramenant en dix mois les taux d'intérêt américains à court terme à leur plus bas niveau depuis quarante ans, n'a cependant pas empêché la plongée en récession des Etats-Unis où le PIB a régressé de 0,4% en rythme annuel au troisième trimestre. Wall-Street a relevé la tête, mais en octobre le chômage a enregistré sa plus forte hausse depuis plus de vingt ans. Bref, la baisse uniforme, sans aucune sélectivité favorable à l'emploi, des taux d'intérêt Outre-Atlantique, n'a plus les effets d'antan sur la conjoncture malgré son amplitude singulière.

Il faut, à ce propos, garder à l'esprit ce qui se passe au Japon : la Banque centrale y a fait tomber à des niveaux proches de zéro les taux d'intérêt sur toutes ses échéances. Mais les gigantesques liquidités créées et injectées au jour le jour par l'institut d'émission servent surtout à soutenir le prix des actifs financiers et à maintenir, de façon fictive, un équilibre précaire des opérations quotidiennes entre banques confrontées au choc rampant de la déflation réelle.

En réalité, la baisse des taux d'intérêt sans aucune sélectivité privilégiant, contre les placements financiers, l'emploi, la formation, les dépenses de recherche et les investissements réels associés, sert, pour l'essentiel, à lutter contre les risques d'un krach financier généralisé et d'une panique bancaire incontrôlable. Alors, c'est vrai, de tels événements ne se produisent pas, mais la purge financière n'arrive pas à se faire. D'ailleurs, anticipant sur la poursuite de la baisse des taux d'intérêt à partir des Etats-Unis, du fait de la récession, les bourses du monde entier spéculent

lent à la hausse du cours des actions préparant de nouvelles plus-values d'autant plus outrageantes que se multiplient les plans de licenciements. Entre le 21 septembre, date à laquelle elles étaient au plancher, et le 15 octobre les Bourses en Europe ont gagné plus de 20%... jusqu'au prochain décrochage !

Au total, la finance continue de garder le haut du pavé et d'étouffer l'économie réelle en captant des masses colossales de financement, alors qu'il faudrait plus que jamais, avec les nouvelles technologies, orienter l'argent vers le développement de l'emploi et de toutes les ressources humaines (4).

Ainsi, c'est la société et le monde qui pourrissent favorisant la détresse, le sentiment d'impasse et l'exaspération, des banlieues ghettoïsées des villes du Nord aux mégapoles à la croissance démographique vertigineuse du Sud, toutes frappées par le chômage et l'interdiction d'accès à la culture de milliards d'êtres humains. Autant de choses que peuvent alors récupérer, pour les manipuler, des idéologues du nihilisme.

Et que dire des baisses d'impôts qui font office aujourd'hui de politique budgétaire dans les pays d'OCDE ?

On les présente volontiers comme « un retour aux recettes keynésiennes », ce qui à de quoi faire se retourner dans sa tombe le grand Keynes. Car en réalité, ces baisses ne contribuent en aucune façon à développer la demande de la population mondiale, tandis que les dépenses publiques de développement sont toujours plus rationnées.

En fait, accordées uniformément à tous les ménages des pays riches, elles bénéficient surtout aux titulaires des revenus les plus élevés, des revenus de valeurs mobilières particulièrement. Et accordées uniformément aux entreprises, qu'elles créent ou suppriment des emplois, elles encouragent les profits et leur placement sur les marchés financiers.

Ces baisses d'impôts vont accentuer les inégalités sociales, l'intoxication boursière de l'économie et l'enflure des dépenses parasitaires des possédants.

Elles vont entretenir l'insuffisance fondamentale de la demande globale mondiale, et envenimer les problèmes d'efficacité avec l'insuffisance criante de la formation, de la recherche, des équipements et des infrastructures socialement efficaces.

Au total, on assiste, comme on dit, à un « retour de l'Etat » (sic), mais pour quoi faire ? Essentiellement pour figer les structures existantes au profit des capitaux financiers et, particulièrement, la structure de financement dominée aujourd'hui par la Bourse.

Or, il faudrait au contraire commencer à changer de structures.

Alors certes tout cela empêche un effondrement catastrophique généralisé du type de celui de 1929. Mais, écrasée par cette finance prédatrice globalisée qui ne cesse de lui manger la laine sur le dos, l'économie réelle mondiale risque de mettre beaucoup de temps avant de pouvoir repartir après sa plongée en récession derrière les Etats-Unis. Et la reprise à venir risque, elle-même, d'être plombée, tandis que, avec ce freinage persistant de la croissance mondiale, les tensions vont monter.

Nuls bombardements et déploiements guerriers prétendant lutter contre le terrorisme ne permettront de les endiguer. Bien au contraire, l'enlisement dans un « état de guerre » larvé ne peut que déprimer la conjoncture et non la doper.

Responsabilité de l'Europe

La responsabilité de l'Europe face à ces processus est tout à fait considérable. L'illusion selon laquelle l'euro nous protège des turbulences mondiales demeure très ancrée au sommet (5).

En réalité, les prévisions les plus réalistes anticipent désormais dans l'Union Européenne « un fort risque de récession, avec une baisse du PIB au 4ème trimestre 2001 et au premier trimestre 2002 » selon les propos d'un expert de Morgan Stanley (*La Tribune* 15/10). Et l'on voit se dégrader fortement la situation en Allemagne où les entrées de commandes dans l'industrie ont reculé de 4,1% en volume en septembre, par rapport à août. De nouvelles progressions très fortes du chômage sont attendues. Le FMI vient de réviser sensiblement en baisse ses prévisions pour ce pays. La France, pour l'heure en moins médiocre posture, risque, toutes choses égales par ailleurs, de connaître aussi, de façon décalée, un tel processus.

Mais les dirigeants européens, alignés comme jamais depuis le 11 septembre derrière les Etats-Unis et l'humeur des marchés financiers, justifient un strict maintien du cap de leurs politiques économiques en se

défaussant de leurs responsabilités fondamentales en matière de monnaie et de crédit sur la Banque centrale européenne. C'est cependant pour défendre « l'indépendance » de cette institution et sa politique monétaire unique qu'ils persistent à vouloir respecter le « Pacte de stabilité » de l'euro.

Des marges budgétaires infimes sont recherchées face au retournement de la croissance par le jeu des « stabilisateurs automatiques », laissant se rapprocher les déficits publics de la limite de 3% du PIB prescrite par les critères de Maastricht.

Mais l'engagement est réaffirmé solennellement par tous les dirigeants de l'UEM, unanimement, d'une réduction conséquente de la part des dépenses publiques dans le PIB de chacun de leur pays, tandis que tous se livrent à une surenchère ravageuse en matière de baisse des impôts et des prélèvements sociaux.

Tout cela se traduit dans les faits par un freinage dangereux des dépenses sociales et de développement à l'horizon 2004-2005, comme le confirme fondamentalement le projet de budget français pour 2002. Il faudrait, au contraire, relancer massivement les dépenses d'Education, de santé, de recherche..., toutes indispensables à la maîtrise des nouvelles technologies, et réformer le système de prélèvements obligatoires pour le rendre en pratique vraiment incitatif à l'emploi, à l'essor des qualifications, à la croissance réelle.

Mais surtout, nul n'ose commencer à mobiliser autrement le crédit et les banques comme permettraient pourtant de le faire, sans attendre, une conversion de fonds des politiques publiques d'emploi (exonération des charges sociales patronales par exemple) en bonifications sélectives des taux d'intérêt des crédits à moyen et long terme accordés aux entreprises : plus celles-ci programmeraient d'emplois et de mises en formation et plus les crédits finançant leurs investissements verraient leur taux d'intérêt abaissé par bonification.

Les Banques centrales nationales seraient sollicitées par les banques commerciales pour refinancer une partie de ces crédits, accordant ainsi en pratique la priorité à l'emploi-formation.

Il est vrai que si de tels dispositifs ne sont nullement proscrits par le

traité de Maastricht, ils risqueraient cependant, à partir de grands pays de l'Union comme la France, de contaminer tout le système européen de banques centrales et, en liaison avec les luttes sociales et les batailles parlementaires, finir par imposer une réorientation à la BCE elle-même.

Ce serait là une voie pour réorienter, à partir même du terrain, toute la construction européenne. Celle-ci pourrait alors jouer un rôle de puissance pacifique non alignée en visant un progrès de civilisation par une ouverture au besoin de co-développement des peuples. Ainsi l'euro pourrait s'émanciper de son statut actuel très contradictoire de monnaie unique pour attirer les capitaux financiers. Promu, ce faisant, au rang de monnaie commune régionale de coopération il pourrait, en effet, contribuer de façon décisive à l'émergence d'une monnaie commune mondiale à partir des DTS (6), faisant reculer la domination du dollar, en prenant appui sur les puissantes exigences de transformation de toutes les institutions économiques internationales à commencer par le FMI, la Banque mondiale et l'OMC.

France : faire autrement face au Medef

La France qui, pour l'heure, se trouve en position moins précaire que l'Allemagne, pourrait, dans ce contexte, prendre des initiatives audacieuses pour une réorientation d'ensemble.

Mais il faudrait, pour cela, que soit conduite une autre politique à gauche. On mesure en effet combien les efforts actuels de Lionel Jospin pour marier l'eau et le feu en prétendant, à la fois, tenir le cap d'une priorité à l'emploi et de satisfaire aux exigences des capitaux financiers et du Medef deviennent gravement contradictoires avec le retournement de la croissance. Pour répondre aux attentes sociales et de développement il devient absolument nécessaire de réorienter les moyens financiers. Cela ne pourra se faire sans que les salariés, citoyens, élus conquièrent des pouvoirs nouveaux d'intervention sur l'utilisation des fonds, dès le niveau des entreprises et des bassins d'emploi.

Le Medef, armé d'une puissante ambition politique de refondation de régression sociale, et aiguillonné par les exigences de rentabilité financière,

mène une farouche bataille pour empêcher une telle évolution.

En témoigne l'appel des 56 patrons membres de l'Association française des entreprises privées (AFEP) visant à mettre en cause les amendements introduits par les députés communistes, en liaison avec le mouvement social, dans le projet de loi de modernisation sociale. (voir la table ronde sur ce sujet).

Cela confirme l'enjeu politique d'une contre-offensive à partir, notamment, de l'exigence d'une amélioration de ces dispositions, en concertation avec les organisations syndicales.

De telles initiatives indispensables prendraient une tout autre force rassembleuse et de l'efficacité, face aux sérieuses difficultés à venir sur l'emploi, si les communistes, dans l'esprit de la résolution de leur dernier congrès, articulent ces batailles nouvelles au projet de Sécurité d'emploi et de formation sans en dénaturer ou en amputer l'ambition. ■

1. Voir article de M. Deroubaix dans ce numéro.
2. Voir article de M. A. Vigier dans ce numéro.
3. Voir article de D. Durand dans ce numéro.
4. Il n'est pas inintéressant, à ce propos, de constater que le nouveau plan de relance récemment décidé par le Japon, le onzième en onze ans, ait choisi, pour la première fois, de ne pas affecter en priorité les fonds publics à des dépenses d'infrastructure, traditionnel instrument du clientélisme. Cette fois, l'argent va servir à rallonger de 2 ans les indemnités des chômeurs acceptant de suivre une formation. Par ailleurs, d'importants financements seraient accordés pour la reconversion des sans emploi dans les nouvelles technologies. Tout cela au moment où le taux de chômage officiel, là bas, vient de passer pour la première fois au-dessus des 5%.
5. La preuve la plus récente en a été administrée par Pierre Moscovici, ministre chargé des affaires européennes, dans son dernier livre « L'Europe, une puissance dans la mondialisation » (Seuil-2001, p. 156) : « nous bénéficions déjà des bienfaits de l'euro, dont chacun voit bien qu'il nous protège des turbulences monétaires et financières internationales ».
6. Droits de tirages spéciaux. Monnaie du Fonds monétaire international dont les américains ont toujours voulu limiter le rôle, afin de préserver l'hégémonie du dollar.